



**ARRETE DE NON-OPPOSITION A DECLARATION PREALABLE DELIVREE PAR  
LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Service Urbanisme  
Réf.: DB/SG/RD/CO/NE

**ARRETE MUNICIPAL  
Tendant à la décision de NON-OPPOSITION n° 24/039**

Demande déposée complet le 11/01/2024	
Par :	GNS Conseils Représentée par Monsieur CONHEN Yoni
Demeurant à :	5 Rue du Général Bertrand – 75007 PARIS
Pour :	Pose de 12 panneaux photovoltaïques
Sur un terrain sis Cadastré :	45 rue Victor Hugo 93410 VAUJOURS B113 (500m <sup>2</sup> )

DP 093 074 24 C0002

Surface de plancher créée : 0

Destination : Habitation

**LE MAIRE,**

**VU** la demande de déclaration préalable susvisée, dont l'avis de dépôt a été affiché en mairie le 15 janvier 2024,  
**VU** le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants, R. 423-1 et suivants,  
**VU** le Code général des collectivités territoriales,  
**VU** le Plan local d'urbanisme adopté le 19 décembre 2017 en application de l'article L. 153-1 et suivants du code de l'urbanisme,  
**VU** la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil de territoire CT2021/12/14- 01 en date du 14 décembre 2021,  
**VU** la délibération N°2020/05-06 portant sur l'attribution des délégations du Conseil Municipal au Maire en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales,  
**VU** le règlement de la zone UG,

**CONSIDERANT** que la parcelle est située dans la zone de nuisances acoustiques des infrastructures de transports terrestres (rue de Meaux et RN3),  
**CONSIDERANT** que le projet porte sur l'édification d'une clôture en limite séparative,  
**CONSIDERANT** que le projet est conforme au PLU,

- ARRETE -

Accusé de réception en préfecture  
093-219300746-20240209-2024-039-AI  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

**ARTICLE 1** : Il n'est **PAS FAIT OPPOSITION** à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du droit des tiers.

**DISPOSITIONS RELATIVES AUX NUISANCES DE BRUITS**

Le bien est situé dans un secteur affecté par le bruit (dispositions en matière d'isolement à respecter).

Vaujours, le 09 FEV. 2024

Le Maire,



*[Signature]*

Dominique BAILLY

Vice-président de Grand Paris Grand Est

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement* ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE** : Les effets de la déclaration sont caducs si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Le décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014 porte ce délai de validité à 3 ans à une déclaration intervenue au plus tard le 31 décembre 2015.

- **AFFICHAGE** : La décision de non-opposition à la déclaration préalable ou l'arrêté de permis doivent être affichés sur le terrain par les soins du bénéficiaire, de manière visible de l'extérieur, dès sa notification. Les conditions de l'affichage sur le terrain sont définies par l'article R.424-15 et les articles A.424-15 à A.424-18 du code de l'urbanisme. Il faut retenir que l'affichage sur le terrain doit : être visible de l'extérieur, être réalisé dès notification de l'arrêté pendant toute la durée du chantier, mentionner l'obligation prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R.600-1 de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le délai de recours contentieux des tiers est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de DEUX MOIS d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme). Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à compter de la notification de la décision ou de l'arrêté contestés. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche suspend le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.